

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 07 octobre 2024

L'explosion des paris et jeux en ligne inquiète le gouvernement.

Le secteur des jeux et des paris en ligne a connu une croissance explosive en l'absence d'une réglementation stricte. Le gouvernement se montre très inquiet des conséquences sur l'endettement, en particulier des ménages les plus vulnérables, et sur son impact potentiel sur l'activité économique. Des mesures visant à encadrer davantage ce secteur sont actuellement en discussion au sein du gouvernement et du Congrès.

L'inflation de septembre est impactée par la sécheresse historique.

Elle s'établit à +0,44 % par rapport à août, largement influencée par la sécheresse historique qui a frappé le pays cette année, affectant en particulier la production hydroélectrique. L'indice des prix sur les 12 glissants 2024 atteint +4,42%.

Deux nouvelles mesures fiscales ciblent les multinationales et les institutions financières.

La première instaure un impôt minimum sur les multinationales, tandis que la seconde impose des règles plus strictes sur les déductions fiscales des créances douteuses des banques. Bien que ces mesures devraient accroître les recettes fiscales, le gouvernement affirme qu'elles visent avant tout à aligner la législation sur les standards internationaux et à renforcer le cadre réglementaire.

Graphique de la semaine : Evolution de la production industrielle.

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-0,9%	-2,0%	130 051
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-3,2%	+11,2%	146
Taux de change USD/BRL	+1,8%	+14,3%	5,59
Taux de change €/BRL	+0,8%	+14,0%	6,10

Note : Données du jeudi à 14h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE A RETENIR :

**59,1 Md
USD**

L'excédent commercial
des 9 premiers mois de
2024, en baisse de -17,4%
par rapport à 2023 (MDIC)

Actualités macro-économiques & financières

L'explosion des paris et jeux en ligne inquiète le gouvernement.

Bien que les casinos restent interdits au Brésil, la légalisation des paris sportifs et des jeux de hasard en ligne en 2018, sous la présidence de Michel Temer, a déclenché une véritable explosion du secteur. En l'absence d'un cadre réglementaire rigoureux, cette industrie a connu une croissance fulgurante, propulsant le Brésil au troisième rang mondial, derrière les États-Unis et le Royaume-Uni.

En août dernier, les entreprises de jeux de hasard et de paris en ligne ont enregistré 21,1 Md BRL de transferts via le système de paiement instantané PIX, sans même compter les transactions par cartes de crédit ou de débit. Les sommes dépensées par les Brésiliens dans ce secteur (qui devraient attendre 240 Md BRL en 2024) représentent plus du double des ressources investies par le Brésil dans la recherche et développement et dans l'innovation¹ (environ 110 Md BRL, soit 1% du PIB).

Le gouvernement a manifesté de vives inquiétudes quant à l'impact de la croissance des paris et jeux en ligne sur le surendettement des ménages, ainsi que sur l'évolution du crédit et des défauts de paiement. Ce phénomène risque de nuire à la santé physique et financière des ménages, les plaçant dans des situations de précarité. En conséquence, cela pourrait affecter la demande agrégée des ménages, entraînant un effet récessif sur

l'économie et pesant sur la croissance du pays. 86% des parieurs seraient endettés, et 64% d'entre eux figureraient sur des registres d'interdits de crédit, selon une étude de l'Institut Locomotiva. De plus, une enquête menée par la fintech Klavi auprès de 5 000 utilisateurs de ces plateformes révèle que 29% ont eu recours à des crédits pour financer leurs paris en ligne.

L'impact des paris en ligne sur l'endettement est d'autant plus préoccupant qu'il touche de manière disproportionnée les ménages les plus modestes. Les classes à faible revenu (celles dont le revenu familial est inférieur à 11 200 BRL par mois, soit environ 80% de la population) sont plus impliquées dans ces jeux en ligne que les ménages à revenu élevé (supérieur à 11 200 BRL), selon l'Institut Locomotiva. Ce déséquilibre accentue la vulnérabilité financière de ces ménages et aggrave les risques de surendettement au sein d'une population déjà fragile.

Une autre source d'inquiétude pour le gouvernement concerne l'utilisation détournée des ressources du programme *Bolsa Família*, qui vise à soutenir les familles en situation de pauvreté dont le revenu mensuel est inférieur à 605 BRL (environ 100 EUR), pour financer des paris en ligne. D'après des données de la Banque centrale, **5 M de bénéficiaires du programme (sur un total estimé à environ 50 M de personnes) auraient parié 3 Md BRL pendant le mois d'août, via le système de paiement instantané Pix.** Si cette tendance se maintient, ce montant annualisé atteindrait 36 Md BRL, soit environ 20% du budget total du programme, estimé à 175 Md BRL.

¹ Le total des dépenses en R&D&I comprend les fonds du gouvernement, des entreprises publiques, des universités

et des entreprises privées. Les calculs proviennent d'une étude de l'économiste Marcos Troyjo, ancien président de la Nouvelle Banque de Développement (NBD).

Le développement rapide du secteur des jeux et paris en ligne au Brésil semble avoir été chaotique. Face à cette situation, le ministère des Finances a annoncé le retrait des sites qui ne soumettront pas une demande d'autorisation avant le 11 octobre. Plus de 2 000 sites seront supprimés. Les entreprises qui obtiendront une licence devront s'acquitter d'une taxe de 30 M BRL pour continuer leurs activités à partir de 2025. Bien qu'une loi de 2023 prévoyait déjà la suspension des activités des entreprises n'ayant pas demandé d'accréditation d'ici janvier 2025, le gouvernement a avancé cette échéance à octobre sous la pression de certains parlementaires et secteurs économiques.

Par ailleurs, plusieurs plateformes ont anticipé l'interdiction de l'utilisation des cartes de crédit, initialement prévue pour janvier 2025, en l'appliquant dès le 1^{er} octobre. Bien que les paiements par carte ne représentent que 10 à 15 % des transactions, la majorité des mises se faisant via Pix, cette décision marque une volonté accrue de coopération avec législation.

Des mesures supplémentaires sont en discussion pour renforcer le cadre réglementaire, notamment pour limiter l'impact des jeux sur l'endettement, les inégalités sociales et l'économie. Parmi ces propositions figurent l'interdiction de l'utilisation des cartes de paiement *Bolsa Família* sur les sites de paris en ligne, la limitation ou l'interdiction des paiements par Pix, et la surveillance des mises via l'identification par numéro fiscal unique (le CPF). En outre, une réglementation de la publicité liée aux jeux est également envisagée.

L'inflation de septembre est impactée par la sécheresse historique.

Au mois de septembre, le taux d'inflation au Brésil, mesuré par l'indice général des prix à la consommation (IPCA) a enregistré une hausse de +0,44% par rapport au mois précédent², selon les données publiées cette semaine par [l'Institut national brésilien des statistiques \(IBGE\)](#). L'inflation mensuelle repart à la hausse après une stabilisation au mois d'août. Le chiffre est en ligne avec les prévisions du marché qui anticipaient une hausse de +0,46%.

Sur 12 mois glissants, l'inflation s'établit à +4,42%, contre +4,24% le mois précédent. Le taux s'éloigne ainsi de la cible de la Banque centrale (BCB), fixé à 3% avec une marge de +/- 1,5%.

Les anticipations pour l'inflation de l'année faites par le marché ont de nouveau été revues à la hausse, passant de +4,30% à +4,38%³, marquant la onzième augmentation consécutive depuis le début de l'année. Ces chiffres se rapprochent davantage de la limite supérieure de l'objectif d'inflation, fixée à 4,50%.

Face à l'intensification des pressions inflationnistes, la BCB a amorcé un cycle de resserrement monétaire en augmentant son taux directeur de 25 points de base en septembre dernier. L'orientation future de la politique monétaire dépendra de l'évolution de l'inflation au cours des mois à venir, en particulier si elle dépasse la cible de l'institution.

L'inflation mensuelle a été principalement influencée par le

² Données non corrigées des variations saisonnières.

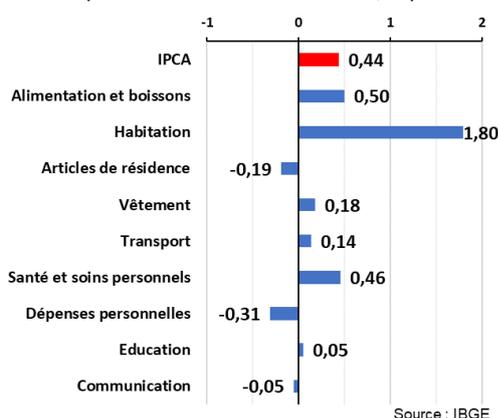
³ La révision à la hausse des prévisions s'explique notamment par l'annonce, le 30 août, de l'adoption du "drapeau rouge 2" pour les tarifs énergétiques, entraînant une hausse des prix de l'électricité. Cependant, le 4 septembre, l'Agence nationale de

l'énergie électrique (Aneel) a abaissé ce niveau de "drapeau rouge 2" à "drapeau rouge 1", ce qui pourrait réduire la médiane de l'IPCA pour 2024. L'impact de ce nouveau seuil serait nettement plus faible, compris entre 0,24 et 0,28 point de pourcentage.

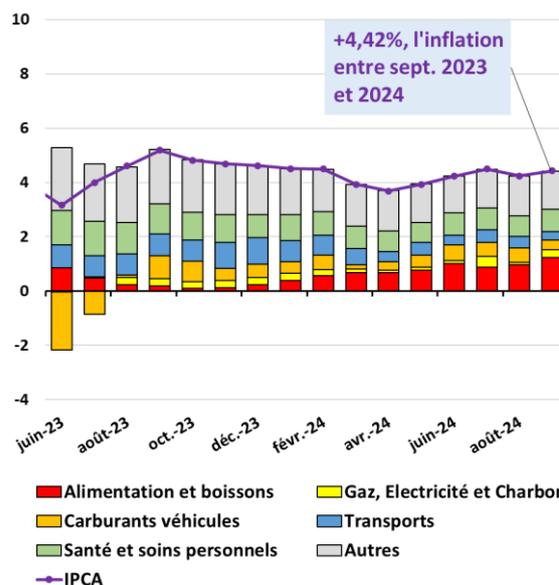
secteur de l'habitation⁴ (+1,80 avec une contribution de +0,27 point de pourcentage – p.p.). Cette hausse est due aux **tarifs de l'électricité**, qui sont passés de -2,77% en août à +5,36% en septembre, conséquence directe de la sécheresse historique qui a affecté la production d'hydroélectricité dans les régions Nord et Centre-ouest du pays⁵. Les prix des combustibles domestiques (gaz et charbon) ont également contribué à cette inflation, passant de +0,67% à +2,13%.

D'autres secteurs, tels que l'alimentation et les boissons (+0,50%, impact de +0,11 p.p.) ainsi que la **santé et les soins personnels** (+0,46%, impact de +0,06 p.p.) ont également enregistré des hausses de prix sur le mois.

IPCA et groupes de produits (variation mensuelle NCVS, %)



Sur 12 mois glissants, les principales contributions à l'inflation proviennent des secteurs de l'éducation (+6,93%), de la santé et des soins personnels (+6,14%), de l'alimentation et des boissons (+5,86%) ainsi que de l'habitation (+4,6%). Ces hausses sectorielles reflètent une pression inflationniste plus large, touchant aussi bien les services essentiels que les biens de consommation courante.



Deux nouvelles mesures fiscales ciblent les multinationales et les institutions financières.

Le Président Lula a signé la semaine dernière deux nouvelles mesures provisoires qui visent à renforcer la collecte fiscale et à aligner la politique fiscale brésilienne sur les standards internationaux. La première instaure un impôt minimum sur les bénéficiaires des entreprises multinationales opérant au Brésil, tandis que la seconde porte sur les déductions fiscales accordées aux institutions financières pour leurs créances en défaut. Ces mesures, d'une durée initiale de 60 jours renouvelable une fois, devront ensuite être approuvées par le Congrès pour être transformées en lois permanentes.

La mesure concernant les multinationales devrait impacter seulement 0,01 % des entreprises, en ciblant principalement les sociétés étrangères avec des opérations au Brésil. Selon les calculs du gouvernement, cette mesure pourrait

⁴ Il comprend les charges et les dépenses d'entretien, mais également les dépenses en combustible et en énergie.

⁵ L'Agence Nationale de l'Énergie Électrique (Aneel) a élevé le niveau d'alerte sur la production d'électricité, générant une charge supplémentaire de 4,46 BRL pour chaque 100 kWh consommés par les ménages.

générer 9 Md BRL de recettes supplémentaires à partir de 2029, une fois le dispositif pleinement opérationnel. **Quant à la mesure relative aux créances des institutions financières, elle devrait rapporter 16 Md de BRL en 2025**, même si son effet deviendra marginal dès l'année suivante en raison de son caractère essentiellement réglementaire.

Ces deux mesures ont de bonnes chances d'être approuvées par le Congrès, même si le gouvernement rencontre actuellement des difficultés à faire passer des mesures de hausses d'impôts. La première, qui concerne l'impôt minimum sur les multinationales, est conforme au pilier 2 du projet BEPS (*Base Erosion and Profit Shifting*) de l'OCDE, qui vise à lutter contre le transfert de bénéfices vers des juridictions à faible imposition. La seconde mesure, quant à elle, a été élaborée en collaboration avec les banques, qui n'ont pas exprimé publiquement d'opposition à la modification des règles proposée par le gouvernement.

MP 1262: Taxation minimum globale des multinationales. Cette mesure provisoire prévoit de mettre en place une taxation minimale de **15% sur les bénéfices des multinationales ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 750 M EUR au Brésil**. En pratique, cette nouvelle taxe vise à garantir que les grandes entreprises paient un taux effectif d'imposition minimum sur leurs bénéfices, indépendamment des stratégies d'optimisation fiscale utilisées. Dans ce sens, si les filiales de ces entreprises bénéficient d'un taux d'imposition effectif inférieur à 15%, elles devront payer un supplément d'impôt pour atteindre ce taux. Ce calcul inclut la CSLL (Contribution sociale sur les bénéfices nets), qui s'applique aux bénéfices des sociétés, en plus des autres taxes déjà dues.

Selon le Trésor brésilien, sur les entreprises actives recensées en 2022 dans le pays, y compris les entreprises brésiliennes et étrangères (7,9 M), 8 704 se situent dans la tranche de revenus qui les place dans le collimateur de la nouvelle règle. **Parmi elles, 957 paient moins de 15% d'impôt sur les bénéfices, soit 0,01% du total.** La grande partie d'entre elles sont des multinationales étrangères. Une vingtaine d'entreprises disposent d'une majorité de capitaux nationaux. Elle devrait entrer en vigueur en janvier 2025.

MP 1261: Réforme de la Fiscalité des Banques. Cette mesure provisoire introduit une modification dans les règles fiscales applicables aux institutions financières concernant la déduction des pertes liées aux créances douteuses. Jusqu'à présent, les banques et autres institutions financières pouvaient déduire ces pertes sur une période de 36 mois dès l'année suivant leur reconnaissance. **Les nouvelles règles prolongent ce délai à 84 - 120 mois, et imposent que la reconnaissance de ces pertes soit différée d'un an, soit janvier 2026 pour les créances identifiées en 2024.**

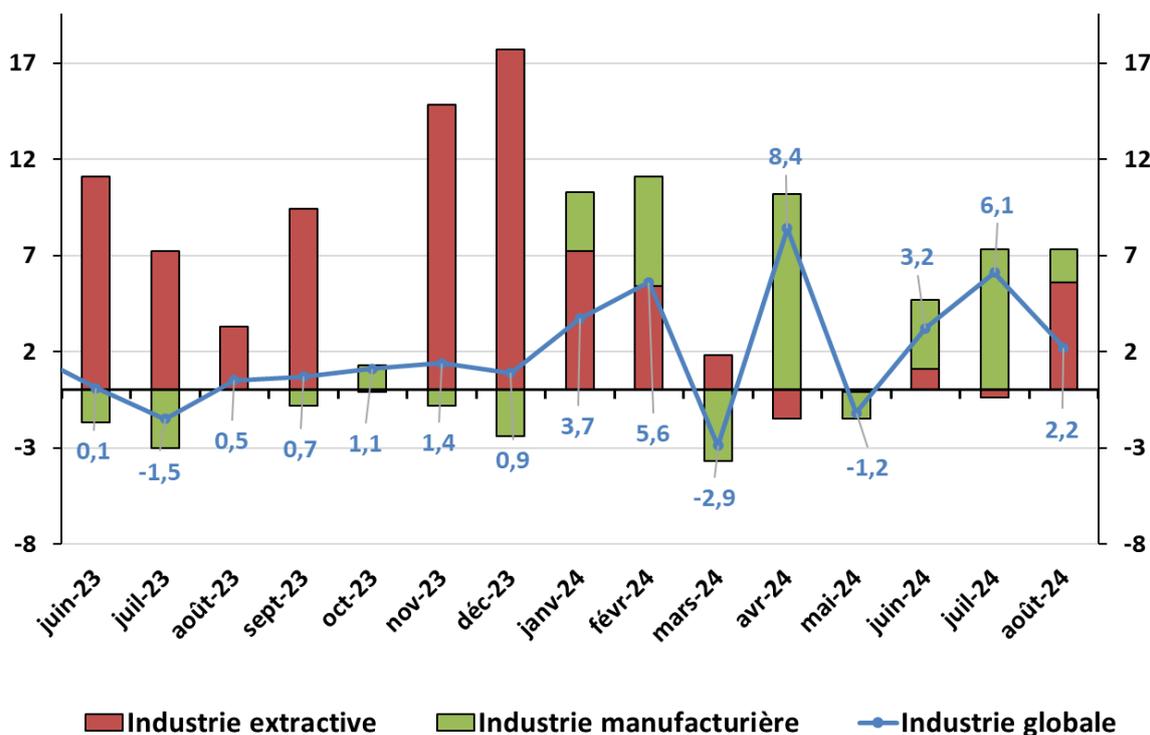
Cette nouvelle règle aura un impact immédiat sur les flux de trésorerie des banques, car elle reporte la possibilité de déduction sur une période plus longue, augmentant ainsi la base imposable à court terme. En conséquence, le gouvernement estime qu'il pourra collecter 16 Md BRL supplémentaires en 2025 grâce à ce report. Cependant, cette augmentation des recettes est temporaire et liée surtout à l'année 2025. Le gouvernement présente cette mesure comme avant tout réglementaire, visant à aligner les pratiques comptables et fiscales sur des principes plus cohérents et à assurer une meilleure gestion des créances douteuses par les institutions

financières. Elle devrait aussi améliorer la liquidité du secteur bancaire.

* * *

Graphique de la semaine

Evolution de la production industrielle (en %, en glissement annuel)



La production de l'industrie manufacturière a retrouvé des couleurs en 2024 après une année 2023 morose. Cette reprise s'explique en grande partie par la hausse de la demande intérieure, soutenue par une amélioration significative du marché du travail et des revenus des ménages. En revanche, l'activité de l'industrie extractive demeure contrastée, toujours fortement dépendante des fluctuations des prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Source : IBGE

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr